

VISA POUR L'ITALIE

Rome assouplit la procédure

**Souplesse. L'Italie renonce aux mesures contraignantes qu'elle a imposées un moment pour les Algériens s'y rendant. Désormais, point de cachet de réception de visa sur le passeport et point de contrôle au retour. Auteur de cette bonne nouvelle, le ministre italien des Affaires étrangères Giulio Terzi, en visite de travail jeudi en Algérie.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le durcissement des modalités de délivrance de visa par l'ambassade d'Italie n'est pas resté, rappelons-le, sans faire réagir les autorités algériennes.

Le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Halim Benattalah, a eu, dans un

passé récent, à demander des explications à l'ambassadeur d'Italie à Alger et de dénoncer, le lendemain, la mesure en conférence de presse. Cet effort diplomatique a été payant. Le ministre italien des Affaires étrangères est venu en Algérie porteur d'une bonne nouvelle. «Il n'y aura pas de cachet. Il y aura seulement un contrôle informel effectué par nos bureaux d'immigration à la sortie», a-t-il affirmé jeudi, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue algérien Mourad Medelci.

Pour le chef de la diplomatie italienne, «il y a une nécessité d'établir des vérifications pour les citoyens étrangers qui visitent le pays et de savoir comment sont utilisés les visas et les délais de séjour». Le dossier des visas ainsi réglé, l'Algérie et l'Italie devaient se déclarer en phase sur des questions d'intérêt commun, comme la lutte contre le terrorisme.

L'Italie opposée au paiement des rançons

Le ministre italien des Affaires étrangères a déclaré que son pays reste fermement opposé au paiement des rançons aux groupes terroristes qui retiennent des otages. «L'Italie est fermement opposée au paiement des rançons lors des prises d'otages, ce qui se traduit par un financement direct ou indirect de

groupes terroristes ou de crimes organisés», a soutenu Giulio Terzi Di Sant'Agata qui, au passage, a souligné que son pays soutient les efforts de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme.

Le chef de la diplomatie italienne a indiqué, en outre, qu'il est nécessaire que s'établisse une coopération internationale efficace dans la gestion des questions relatives aux

prises d'otages par les groupes terroristes. Giulio Terzi a considéré que dans ce défi, le rôle de l'Algérie est fondamental et a apprécié «l'engagement du gouvernement algérien dans le domaine». «C'est un défi prioritaire pour l'ensemble des pays de la communauté internationale et particulièrement de la Méditerranée», a-t-il affirmé.

S. A. I.

SYRIE

L'Italie appelle au vrai dialogue

L'Italie a fermé son ambassade à Damas. Une décision que le chef de la diplomatie italienne explique comme un message adressé au régime syrien d'engager un vrai dialogue. «En ordonnant de fermer son ambassade à Damas, l'Italie a voulu adresser un message politique bien précis au régime Syrien», l'appelant à entamer un vrai dialogue avec l'opposition et à ouvrir des corridors pour l'acheminement humanitaire. Giulio Terzi a souligné l'importance d'adopter une résolution onusienne pour atténuer les souffrances du peuple syrien. Le ministre des Affaires étrangères italien a dit soutenir le plan de la Ligue

arabe pour une sortie de crise en Syrie, mais plus immédiatement l'acheminement des aides humanitaires. De son côté, Mourad Medelci a émis son souhait que les efforts de la communauté internationale aboutissent à «une solution satisfaisante». Mourad Medelci, qui a rappelé la position de l'Algérie par rapport à la crise syrienne, a souligné qu'il y avait des chances d'acheminement et l'introduction des aides humanitaires en Syrie. «Il y a des chances que des aides humanitaires soient acheminées dans les prochains jours vers le peuple syrien, peut-être pas dans des conditions idéales mais acceptables.»

S. A. I.

L'ASSOCIATION PRÉSENTE 50 PROPOSITIONS ÉCONOMIQUES

Le FCE trace une autre alternative

**Une autre alternative à la dépendance des hydrocarbures, la gestion actuelle des affaires économiques, voire les errements de la conduite gouvernementale, est possible. Le Forum des chefs d'entreprises en est persuadé, dévoilant en ce sens une cinquantaine de propositions liées à la diversification, la réorganisation et la régulation autre de l'économie nationale.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Mettre en œuvre une nouvelle économie moins dépendante des hydrocarbures et porteuse d'un nouveau pacte de croissance est une nécessité, une urgence. Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) en est pleinement convaincu. Et c'est cette urgence qui a marqué les travaux du symposium que le FCE a organisé mercredi et jeudi derniers à l'hôtel El Aurassi.

L'occasion pour l'association patronale, dans le contexte de la célébration du cinquantième de l'indépendance nationale, de dresser un état des lieux mitigé sur les politiques économiques menées jusque-là mais aussi d'avertir sur l'urgence de penser et gérer autrement, d'autant que la rente pétrolière est éphémère.

En ce sens, le président du FCE, prônant «une démarche nouvelle» qui valorise l'entreprise, se réfère à des objectifs «clairs» et permettant de générer des taux plus élevés de croissance de la richesse nationale et de combattre la précarité ambiante, a présenté, jeudi dernier, une cinquantaine de propositions visant la diversification, la réorganisation et une régulation autre de l'économie nationale.

Ces propositions sont déclinées en quatre catégories : relance et soutien de l'investissement, réduction progressive du champ de l'informel, simplification de l'environnement de l'entreprise et amélioration du climat des affaires et organisation de l'économie et d'ordre institutionnel. La première catégorie compte une vingtaine de mesures dont celle qui, attendue de la part du FCE au demeurant, a trait à la règle 49/51 que l'association

suggère d'«abandonner» tout en «définissant les branches ou les filières considérées comme stratégiques où la partie algérienne est obligatoirement majoritaire comme l'énergie, les hydrocarbures, l'eau, les banques, les assurances, les TIC, les transports...».

Egalement, le Forum propose de «rétablir la liberté totale de l'acte d'investir : l'investissement est libre et n'est soumis à aucune autorisation ou agrément», lancer une politique de champions économiques, «ouvrir de manière effective aux investisseurs privés nationaux l'ensemble des secteurs d'activité» et «réserver aux entrepreneurs nationaux les marchés publics dont le montant n'excède pas les 30 millions de dinars pour les services, 150 millions de dinars pour les fournitures et 200 millions de dinars pour les travaux». Par ailleurs, le FCE propose de «remplacer le soutien des prix des produits de large consommation par l'instauration d'un complément de revenus au bénéfice des couches de population à faible revenu» et

d'«encourager le retour des populations rurales qui ont fui leurs lieux d'habitation du fait du terrorisme, en portant l'aide accordée par les pouvoirs publics à un million de dinars par famille». En vue de réduire progressivement l'informel, le FCE propose cinq mesures dont «une amnistie fiscale» qui «ne concerne pas les liquidités dont l'origine est douteuse». De fait, le Forum propose de «taxer à hauteur de 10% les montants déclarés au fisc puis déposés dans les banques».

Concernant la simplification de l'environnement de l'entreprise et l'amélioration du climat des affaires, parmi les onze mesures formulées, l'on relève celle de «changer la valeur faciale de la monnaie : 1DA nouveau = 100 DA anciens», pour apprécier mieux la monnaie, et de «moderniser le régime des changes». Comme l'association appelle à «revoir le système appliqué à l'impôt sur les bénéfices en supprimant la double imposition en matière d'IBS et d'IRG qui frappe les bénéfices distribués ; le paiement de l'IBS doit être libératoire». Par ailleurs, il est proposé de ramener «à 5 % le taux d'imposition sur les bénéfices réinvestis».

D'autre part, quatorze mesures sont proposées en vue de réorganiser et réguler autrement l'économie nationale. Ainsi, le FCE propose tant de «créer un ministère de

l'Economie» regroupant les Finances, le Commerce et l'Industrie, de «revenir au week-end universel» et de «dépenaliser dans les faits les actes et fautes de gestion dans les entreprises publiques».

Mais aussi d'«instituer et mettre en place un médiateur national» et de «mettre en place de manière systématique, des deadlines pour les principaux documents et/ou autorisations délivrées par les administrations et les banques».

Inédites pour certaines, assez générales pour d'autres, ces 50 propositions alternatives susciteront certainement la réflexion, le débat. Et ce, dans la mesure où elles divergent des choix actuels, en appellent à la réactivité et l'appropriation par tous les acteurs concernés, tant institutionnels que ceux, fondamentalement, de l'establishment entrepreneurial, et nécessitent une application immédiate ou sur le moyen et long terme.

Et d'autant que cette feuille de route que le FCE trace pourra être enrichie, affinée ou révisée, dans le contexte préélectoral actuel et dans la mesure où l'association compte questionner les partis politiques compétiteurs au scrutin du 10 mai prochain sur leurs programmes économiques.

C. B.

ACCIDENTS DE LA ROUTE, PORT D'ARMES PROHIBÉES, CHANTAGE SUR MINEURS

La violence est partout

**La violence, sous toutes ses formes, reste hautement prépondérante dans la capitale et sa périphérie. Du comportement assassin des automobilistes au chantage envers les mineurs en passant par le port d'armes blanches, la police de la wilaya d'Alger livre quelques affaires traitées durant le premier trimestre de l'année 2012.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Rien que depuis le début de l'année en cours, les accidents de la route ont fait dans la capitale 253 décès et 280 blessés.

Pour situer les responsabilités, la police précisera que le facteur humain représente le taux le plus significatif (plus de 90%), par rapport à l'état du véhicule ou autres raisons liées à l'état des routes ou à l'environnement immédiat. C'est ce qu'a fait savoir, ce jeudi, le commissaire Khaled Kadaoui, chargé de la communication et des relations publiques au niveau de la Sûreté de la wilaya d'Alger, à

l'occasion de l'inauguration de la Sûreté urbaine extra-muros de Bouchaoui (ensemble urbain dit Calma) relevant de la compétence territoriale de la Sûreté de wilaya déléguée de Chéraga. Vu que le comportement des automobilistes est souvent mis en cause dans les pertes en vies humaines, la police intensifie le travail de prévention pour parer à ce phénomène de plus en plus inquiétant. C'est ainsi, fera-t-il savoir, que la police d'Alger a procédé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 au retrait de 5 951 permis de conduire. Un nombre deux fois plus important que celui enregistré au premier trimestre 2011, à savoir 2 631 retraits.

Autres faits, autres violences

Le port d'armes blanches, ce mal qui afflige l'Algérois. Sur les 98 individus interpellés par la police durant ce premier trimestre, la majorité l'ont été pour port d'armes prohibées. Le couteau et le sabre restent les armes blanches préférées des jeunes Algérois. Mais il y a une autre forme de violence jusque-là méconnaissable dans la société algérienne.

C'est le chantage exercé envers les mineurs sur Internet. Un technicien supérieur en informatique a réussi à se procurer sur Internet, des photos compromettantes d'une fille de 13 ans. Ensuite, il lui a envoyé lesdites photos sur sa boîte email, la menaçant de les publier partout si elle ne se soumettait pas à ses plans indécents. Fort heureusement que le père de la jeune porte a eu vent de l'affaire et a déposé plainte au niveau de la division Est de la police judiciaire de la wilaya d'Alger qui a fini par mettre la main sur le technicien supérieur qui agissait à partir d'Oran. Ce dernier a été arrêté en possession d'un flash-disque qui contenait plusieurs photos compromettantes de jeunes filles. C'est à cet effet, que le cellule de communication de la Sûreté de la wilaya d'Alger appelle les parents à surveiller de près les fréquentations de leurs enfants sur Internet ainsi que son usage mal-sain, car le plus souvent, la délinquance juvénile et la violence sont plus présentes sur le Web que dans la vie réelle.

M. M.

BÉJAÏA

Secousse tellurique de magnitude 3,5 à Tichy

La terre a tremblé jeudi à Béjaïa. Une secousse tellurique de magnitude 3,5 sur l'échelle ouverte de Richter a été ressentie avant-hier jeudi dans la cité balnéaire de Tichy à l'est du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, selon le Centre national de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). La secousse s'est produite à 13h50 et son épïcéntré a été localisé à 5 kilomètres au nord-ouest de Tichy, a précisé le CRAAG.

A. Kersani